

GIE Faire Faces

Contrat de groupement mise à jour en date du 15 mars 2016

Groupement d'Intérêt Economique
Siège social : CHU d'Amiens Picardie-Place Victor PAUCHET
80054 Amiens Cedex 1
750 562 860 RCS AMIENS

Certifié conforme
Mme Danielle PORTAL
Présidente du C.A.



S.S. w

GIE Faire Faces

Siège social :

GIE Faire Faces
CHU d'Amiens Picardie,
Place Victor PAUCHET
80054 Amiens Cedex 1

ENTRE LES SOUSSIGNES,

- ✓ **Le CHU d'Amiens Picardie**, Etablissement Public de Santé (N° FINESS : 800 000 44 – N° SIRET : 268 000 148 00018), dont le siège social est à Amiens Place Victor Pauchet, 80054 Amiens Cedex 1, représenté par sa Directrice Générale, Madame Catherine Geindre,
Ci-après désigné le CHU

- ✓ **L'association "Institut Faire Faces"**, association loi de 1901, dont le siège social est à Amiens, Hôpital Nord, Service de Chirurgie Maxillo-faciale, Place Victor Pauchet 80054 Amiens, enregistrée le 12 Octobre 2009 en Préfecture de la Somme sous le no W802002462, représentée par son Président Mr le Professeur Bernard Devauchelle
Ci après désigné l'IFF

Handwritten signatures in blue ink.

TITRE I - FORME. DÉNOMINATION. OBJET. DURÉE. SIÈGE

ARTICLE 1) FORME

Le groupement formé entre les soussignés et toute autre personne satisfaisant aux conditions ci-dessous précisées est un groupement d'intérêt économique régi par les dispositions des articles L. 251-1 et suivants du Code de commerce, codifiant les dispositions de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 et de la loi n° 89-377 du 13 juin 1989, ainsi que par le présent contrat. Il sera fait, en tant que de besoin, faute de dispositions particulières dans les statuts, application des dispositions des articles L. 251-1 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 2) DENOMINATION

Le groupement a pour dénomination : "Faire Faces", suivie de la mention "Groupement d'intérêt économique régi par l'ordonnance du 23 septembre 1967" ou du sigle "GIE", ainsi que de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés portés sur tous actes et documents quelconques destinés aux tiers.

ARTICLE 3) OBJET

Le groupement a pour objet :

- De faciliter, d'assurer la gestion de plateformes d'équipements d'excellence dédiés à la recherche,
- d'une manière générale, de réaliser toutes opérations se rattachant directement à l'objet susvisé qui est lié à l'activité économique de ses membres, et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.

Il est entendu que les activités de soins propres aux établissements de santé ne peuvent faire partie du présent contrat, qui ne concerne que les domaines de recherche.

ARTICLE 4) DUREE

Le groupement est constitué pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation, qui seront décidées par l'assemblée générale extraordinaire de ses membres.

ARTICLE 5) SIEGE

Le siège du groupement est fixé au CHU d'Amiens Picardie, Place Victor Pauchet - 80054 Amiens. Il pourra être transféré en tout autre lieu du même département sur la seule décision du Président du Conseil d'Administration qui en avisera aussitôt les membres, et partout ailleurs sur décision de l'assemblée extraordinaire des membres. Il ne pourra être transféré à l'étranger que par décision prise à l'unanimité.



TITRE II - MEMBRES DU GROUPEMENT - ADHESION – DROITS ET OBLIGATIONS - DEMISSIONS ET EXCLUSIONS

ARTICLE 6) ADHESIONS

Toute personne morale peut demander à adhérer au groupement si elle justifie qu'elle remplit ou remplira les conditions suivantes :

- participation et soutien aux activités du projet de l'Institut Faire Faces
- apport matériel ou immatériel contribuant au développement de l'Institut Faire Faces
- appui aux activités des membres dévolues au soutien, au développement et à la gestion de l'Institut Faire Faces
- engagement de non lucrativité dans le cadre des activités du GIE

Toute nouvelle adhésion doit être approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire. L'entrée dans le Groupement de nouveaux membres implique de leur part l'adhésion automatique aux dispositions du présent contrat. Toute nouvelle adhésion peut faire l'objet d'un avenant au présent contrat précisant les engagements particuliers du nouvel adhérent, ses apports, son mode de participation et de représentation, et les éventuelles modifications à la répartition des parts au sein du GIE.

ARTICLE 7) DEMISSIONS ET EXCLUSIONS. CONDITIONS

Tout membre peut soit se retirer volontairement du groupement, soit en être exclu.

La démission volontaire ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où elle est notifiée à l'administrateur par lettre recommandée avec accusé de réception. Les effets d'une démission sont précisés à l'article 8 du présent contrat.

L'exclusion peut intervenir sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des membres, si l'intéressé est frappé d'une des incapacités visées par l'article 14 de l'ordonnance du 23 septembre 1967, ou a enfreint les dispositions du présent contrat. Le membre dont l'exclusion est demandée devra être avisé quinze jours à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception de la date de la réunion ; il pourra y présenter toutes explications qu'il jugera utiles.

ARTICLE 8) DEMISSIONS ET EXCLUSIONS. EFFETS

A dater de la prise d'effet de la démission ou de l'exclusion, l'intéressé cesse d'être membre du groupement; il ne peut plus avoir recours à ses services, ni participer à ses résultats. Il demeure débiteur vis-à-vis du groupement et solidairement responsable vis-à-vis des tiers des obligations nées antérieurement. Pour les dettes nées postérieurement mais avant la publication de son retrait ou

A. J. - 

exclusion, les autres membres du groupement sont solidairement tenus au remboursement des sommes qu'il serait amené à verser. Les sommes éventuellement apportées par le membre démissionnaire ou exclu lui sont restituées par le groupement, mais seulement à partir de la date d'approbation des comptes de l'exercice au cours duquel l'exclusion ou la démission a pris effet.

ARTICLE 9) INCAPACITE, FUSION, ABSORPTION, DISSOLUTION DE L'UN DES MEMBRES

Le groupement n'est pas dissous par le décès, l'incapacité, la faillite personnelle, l'interdiction de diriger une entreprise commerciale d'une personne physique membre ou la dissolution d'une personne morale. Le groupement continue entre ses autres membres; l'intéressé est considéré comme démissionnaire à compter de la survenance de l'événement. Il n'est pas non plus dissous par le redressement ou la liquidation judiciaire de l'un de ses membres. En cas de fusion ou d'absorption d'une personne morale membre par une autre, cette dernière deviendra membre du groupement sous réserve de son agrément par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire à la majorité prévue pour les décisions de celle-ci. En cas de dissolution d'une personne morale membre, celle-ci sera considérée comme démissionnaire.

ARTICLE 10) DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre doit, sous peine d'exclusion, respecter le présent contrat ainsi que le règlement intérieur prévu à l'article 33 ci-dessous, payer les cotisations fixées par l'assemblée générale ordinaire en proportion des droits de chaque membre et satisfaire aux engagements fixés par celle-ci.

Chaque membre est tenu indéfiniment responsable à l'égard des tiers des dettes du groupement. Ils sont en outre solidaires, sauf convention contraire, avec le tiers cocontractant.

Toutefois, un nouveau membre peut être exonéré des dettes nées antérieurement à son entrée dans le groupement, par décision dûment publiée de l'assemblée générale extraordinaire des membres. Les créanciers ne peuvent poursuivre un membre qu'après avoir vainement mis en demeure le groupement par acte extrajudiciaire.

Chaque membre a le droit de faire appel aux services du groupement pour les opérations entrant dans son objet, notamment en concluant une convention avec celui-ci, à condition d'y être autorisé par l'assemblée générale ordinaire des membres et que l'opération soit signalée aux personnes chargées des contrôles de la gestion et des comptes.

Chaque membre a voix délibérative aux assemblées et participe aux résultats dans les conditions visées au TITRE IV - Article 18) du présent contrat.

Les membres devront, sur proposition du Conseil d'Administration, avancer en compte courant à la disposition du groupement les sommes qui pourraient lui être nécessaires. Ces sommes seront réparties entre les membres en proportion de leurs droits et obligations dans le groupement.



TITRE III - CAPITAL, APPORTS, PARTS, CESSIION, NANTISSEMENT

ARTICLE 11) APPORTS

Le groupement est constitué sans capital par apport en industrie, équipement et compétences. Les droits des membres sont établis dans les proportions suivantes :

- CHU d'Amiens Picardie : 51 %
- Association Institut Faire Faces : 49 %

ARTICLE 12) REPRESENTATION DES DROITS

Le groupement étant constitué sans capital, chaque membre du groupement est titulaire des droits selon les modalités de l'article 11 du présent contrat.

Une nouvelle répartition est effectuée à l'occasion de l'entrée d'un ou de plusieurs nouveaux membres dans le groupement. Celle-ci constitue en un transfert, par les membres fondateurs du groupement aux membres entrant dans celui-ci de leurs droits à part égale, sans que la totalité des droits transférés ne puisse excéder la valeur totale de 25% des droits du groupement. Lorsque cette valeur est atteinte, les droits du ou des nouveau(x) membre(s) sont définis par une nouvelle répartition résultant d'un transfert des droits entre les membres du Groupement à l'exclusion de ses membres fondateurs, CHU d'Amiens Picardie et Association Institut Faire Faces.

Les droits ne peuvent être représentés par des titres négociables. Le titre de chaque membre résultera des présents statuts dont un exemplaire lui sera remis et des actes ultérieurs modifiant les droits ou constatant des cessions régulièrement effectuées. Une copie ou un extrait de ces actes certifié par le Président du Conseil d'Administration ou la personne mandatée par lui pourra être délivré à chaque membre sur sa demande et à ses frais.

ARTICLE 13) INDIVISIBILITE DES DROITS

Les droits sont indivisibles à l'égard du groupement qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque droit.

ARTICLE 14) TRANSMISSION PAR SUCCESSION OU LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

Les membres du GIE seront exclusivement des personnes morales



ARTICLE 15) CESSIION DE DROITS

Le membre qui désire céder ses droits ou en faire apport à une personne morale non membre, doit notifier le projet de cession au Président du Conseil d'Administration ou à la personne préalablement mandatée par celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception; l'administrateur réunira les membres dans un délai de deux mois. Si les membres approuvent à la majorité le projet de cession, celle-ci deviendra définitive après approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire selon les modalités décisionnelles habituelles. Si l'accord n'est pas obtenu, le groupement devra restituer ses apports ou leur équivalent au membre cédant dans un délai de six mois. Leur valeur sera, en cas de désaccord, déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil; le cédant sera considéré comme démissionnaire à compter de la date de restitution. Si aucune décision n'est prise dans ledit délai, l'agrément sera considéré comme acquis. Toutefois, en cas d'absorption ou de fusion d'une société membre, la société absorbante peut devenir membre du groupement selon les conditions du TITRE II - Article 9).

ARTICLE 16) FORME DE LA CESSIION

Lorsque la cession est autorisée, elle sera constatée par écrit. Elle sera rendue opposable au groupement dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil. Elle ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 17) NANTISSEMENT

Lorsqu'un membre a l'intention de donner ses droits en nantissement, il devra en aviser le groupement par lettre recommandée. Une assemblée sera réunie, et si le groupement donne son consentement à ce projet, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1°, du Code civil, à moins que le groupement ne préfère, après la cession, reprendre sans délai les parts.

TITRE IV - INSTANCES - ADMINISTRATION

ARTICLE 18) ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement.

Chaque membre du groupement a le droit, dans la proportion du nombre de ses droits (visés à l'Article 12) ci-dessus) rapportés au nombre total attribué à l'ensemble des membres, de participer avec voix délibérative aux assemblées générales du groupement. Le nombre de voix attribuées à chacun des membres lors des votes à l'Assemblée Générale est proportionnel aux droits qui lui sont reconnus, avec un total fixé à 10.000 voix pour l'ensemble du groupement.

L.S. 

Article 18-a Composition

Chaque membre dispose au sein de l'Assemblée Générale d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant, dont la désignation relève du représentant légal de chacun des établissements membres. Les représentants d'un membre du groupement restent désignés jusqu'à leur révocation éventuelle par le représentant légal du membre concerné.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal ou par la personne spécialement habilitée à cet effet.

Les fonctions de représentant à l'Assemblée Générale sont gratuites. Les représentants des membres participent librement aux débats.

Article 18-b Convocation et tenue des assemblées

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Président du Conseil d'Administration aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige et au moins une fois par an. L'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que sur les questions relevant de sa compétence, et figurant à l'ordre du jour arrêté par le Président du Conseil d'Administration. Tout membre du groupement peut obtenir l'inscription d'une question à l'ordre du jour, à condition de le demander au Président du Conseil d'Administration vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'Assemblée Générale.

Le Président du Conseil d'Administration convoque et réunit l'assemblée ordinaire dans les six mois de l'exercice suivant afin de lui soumettre les comptes de l'exercice écoulé. A défaut, le vice-président ou le contrôleur de la gestion procède à cette convocation. A la demande du tiers des membres adressée au Président du Conseil d'Administration par lettre recommandée, celui-ci est tenu de convoquer une assemblée dans le mois avec l'ordre du jour requis dans la demande. En cas de refus de convocation opposé par le Président du Conseil d'Administration au tiers des membres ci-dessus mentionné, ces derniers convoquent eux-mêmes l'Assemblée Générale au siège du Groupement.

L'assemblée Générale Extraordinaire est réunie selon les mêmes modalités sur proposition du Conseil d'Administration et de son Président afin de traiter des objets particuliers : la modification du contrat constitutif, l'admission ou l'exclusion des membres, la prorogation ou la dissolution du Groupement.

L'ordre du jour est fixé par l'auteur de la convocation. L'Assemblée Générale est convoquée par écrit 15 jours au moins à l'avance par le Président du Conseil d'Administration, et en cas d'urgence, 48 heures au moins à l'avance. La convocation fixe l'horaire et le lieu de la réunion.

Sont joints à la convocation, l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, les projets de texte de délibération, et tous les documents nécessaires aux administrateurs pour exercer normalement leur mandat, et plus particulièrement leurs missions d'orientation et de contrôle.

En outre, sont joints à la convocation en vue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes, les documents financiers de l'exercice écoulé. A dater de la convocation et jusqu'au jour de l'assemblée, chaque membre peut prendre connaissance au siège de tous les documents complémentaires, comptables et autres relatifs à l'exercice écoulé.

En cas d'urgence et si tous les membres sont présents, l'Assemblée Générale peut être tenue sur le champ sur un ordre du jour déterminé par les membres.

A.S. - 

Les décisions collectives ordinaires résulteront, au choix du Président, de la réunion d'une assemblée générale ou d'un vote par écrit, auquel il sera procédé par consultation adressée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception à chaque membre, au moins quinze jours avant la tenue de l'Assemblée.

L'assemblée est présidée par le président ou le vice-président du Conseil d'Administration, ou, à défaut, par le plus âgé des membres. Le président de l'assemblée :

- assure notamment le bon déroulement de la séance et la tenue de l'émargement de la feuille de présence indiquant les noms des membres présents ou représentés et le nombre des voix dont chacun dispose. Elle est émargée par les membres de l'assemblée, puis certifiée exacte par le président et le secrétaire de séance désigné par l'assemblée ;
- veille à la désignation du secrétaire de séance par l'Assemblée Générale et à la vérification du quorum ;
- valide, puis signe conjointement avec le secrétaire de séance le procès-verbal qui est porté sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration, tenu au siège du Groupement.

Les décisions sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le président de séance et le secrétaire sur un registre spécial. Des copies certifiées conformes sont signées par le Président ou le Vice-président du Conseil d'Administration, qui communiquent aux membres les délibérations ainsi consignées qui les obligent.

Article 18-c Compétences de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale délibère notamment sur :

- **De façon extraordinaire :**
- - ✓ Toute modification du contrat constitutif, notamment s'agissant de la fixation des apports respectifs des membres ;
 - ✓ Le règlement intérieur et ses modifications ultérieures ;
 - ✓ L'admission de nouveaux membres ;
 - ✓ L'exclusion d'un membre ;
 - ✓ Le transfert du siège du Groupement ;
 - ✓ La prorogation ou la dissolution du Groupement, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
 - ✓ La nomination d'un liquidateur ;

h. d. 

- **De façon ordinaire :**

- ✓ Les conventions passées avec les membres ou des tiers extérieurs au titre des projets de recherche ;
- ✓ Le budget et le programme d'investissement annuel ;
- ✓ L'approbation des comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats ;
- ✓ Le rapport d'activité annuel ;
- ✓ La nomination et la révocation des membres du Conseil d'Administration ;
- ✓ La nomination et la révocation du contrôleur de gestion et du contrôleur des comptes ;
- ✓ La délégation de compétences au Président et au Vice-Président au Conseil d'administration ;
- ✓ les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation ainsi que les conditions des baux de plus de dix-huit ans ;

Dans les autres matières, l'Assemblée Générale peut donner délégation au Président et au Vice-Président du Conseil d'Administration.

Article 18-d Quorum et règles de majorité

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si les membres présents ou représentés représentent au moins la moitié des droits de la totalité des membres du Groupement.

A défaut, l'assemblée est à nouveau convoquée dans un délai de quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. En cas d'urgence, ce délai est ramené à 8 jours.

Le vote par procuration entre membres du Groupement est autorisé. Aucun membre ne peut cependant détenir plus d'un mandat à ce titre, la procuration étant valide pour l'ensemble des droits de vote, non divisibles, du membre ayant donné mandat.


Les délibérations, qu'elles soient de nature ordinaire ou extraordinaire, sont prises à la majorité des deux tiers des voix des représentants des membres présents ou représentés.

ARTICLE 19) CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Il est organisé un conseil d'administration.

Article 19-a Organisation du conseil d'administration

Les administrateurs doivent être désignés par l'Assemblée Générale parmi les membres du groupement.

B.J. 

Le conseil d'administration comprend au minimum deux membres. L'Assemblée Générale élit également parmi les membres du Conseil un président ainsi qu'un vice-président qui sont, à peine de nullité de la nomination, des personnes physiques. Ils sont nommés pour une durée qui ne peut excéder leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le vice-président assure les fonctions du président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée; elle est renouvelable. En cas de décès du Président, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président. Le conseil d'administration nomme également, en fixant la durée de ses fonctions, un secrétaire qui peut être choisi soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du conseil.

Article 19-b Désignation des administrateurs

Les premiers administrateurs du groupement sont :

- Madame Catherine GEINDRE, Directrice Générale du CHU d'Amiens Picardie
- Monsieur Bernard DEVAUCHELLE, Président de l'Institut Faire Faces
- Monsieur Thierry VELEINE, Ingénieur Général chef du Pôle Investissements et Logistique du CHU d'Amiens Picardie

qui déclarent accepter ces fonctions.

Article 19-c Réunions du conseil

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige sur convocation de son président. De plus, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil peuvent le convoquer en indiquant l'ordre du jour de la séance. Les convocations sont faites au moyen d'une lettre recommandée adressée à chacun des administrateurs quinze jours avant la réunion et mentionnant l'ordre du jour de celle-ci. Le conseil se réunit au siège du groupement ou en tout autre endroit de la même ville sous la présidence de son président ou du vice-président. Il peut se réunir en tout autre endroit avec l'accord de la majorité des administrateurs. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil. Le conseil d'administration ne délibère valablement que si ses membres présents représentent plus de la moitié des droits. Les décisions sont prises à la majorité des droits des membres présents ou représentés

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante. Tout administrateur peut donner, par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil.

Article 19-d Tenue du registre des procès-verbaux

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège du groupement. Le registre est coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la



commune ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais. Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite. Le procès-verbal de la séance indique le nom des administrateurs présents, excusés ou absents. Il fait état de la présence de toute personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. Le procès-verbal est revêtu de la signature du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins. Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le vice-président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Au cours de la liquidation du groupement, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur. Il est suffisamment justifié du nombre des administrateurs en exercice ainsi que de leur présence ou de leur représentation à une séance du conseil d'administration par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

Article 19-e Fin de fonctions

Les fonctions d'un administrateur cessent par son décès, son incapacité légale ou physique dûment constatée, sa faillite personnelle, l'interdiction encourue de diriger toute entreprise, enfin par sa démission et sa révocation ou s'il s'agit d'une personne morale, par sa dissolution, le redressement ou la liquidation judiciaire. L'administrateur peut donner sa démission à tout moment à condition d'en aviser les membres au moins trois mois à l'avance. Sa révocation peut intervenir à tout moment par décision de l'assemblée prise à la majorité, sans que cette question figure à l'ordre du jour.

Article 19-f Pouvoirs et responsabilité

Dans les rapports avec les tiers, le Président (ou le Vice-président en cas d'empêchement du Président) engage le groupement par tout acte entrant dans son objet. Vis-à-vis du groupement et de ses membres, le Président ou le Vice-président ne peuvent accomplir les actes suivants sans en avoir reçu au préalable l'autorisation du Conseil d'Administration :

- acquisition d'équipements
- établissement de contrats de maintenance ou de services

Le Président et le Vice-président sont responsables individuellement ou solidairement selon le cas, soit envers le groupement, soit envers les membres, soit encore vis-à-vis des tiers, des fautes commises dans leur gestion, ainsi que des violations des règles légales ou des dispositions du contrat de groupement et du règlement intérieur. Ils bénéficient d'une assurance en responsabilité financée par le groupement.

Article 19-g Rémunération des administrateurs

Chacun des administrateurs est bénévole et a droit au remboursement de ses frais de représentation, voyages et déplacements pour les activités liées au groupement, s'il ne l'est pas par son institution.

L. J. P.

TITRE V - CONTRÔLE DE LA GESTION ET DES COMPTES

ARTICLE 20) CONTROLE DE LA GESTION

La gestion du Président ou du Vice-président est contrôlée par une personne physique, membre ou non du groupement. Les administrateurs et les salariés du groupement ne peuvent être nommés contrôleurs. Les contrôleurs sont désignés par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de trois années; ils sont révocables dans les mêmes conditions. Pour exercer ses fonctions, le contrôleur a à tout moment tous pouvoirs d'investigation dans les livres et documents comptables et autres du groupement; il peut en prendre copie. En outre, le contrôleur de gestion devra recevoir chaque semestre du Président ou de son représentant un rapport sur la marche des affaires du groupement et sur la situation de ce dernier. Dans le délai de trois mois, à compter de la clôture du dernier exercice, le Président ou son représentant doit présenter au contrôleur de gestion aux fins de vérification et de contrôle, l'inventaire et les comptes annuels. Le contrôleur de gestion présente à l'assemblée générale annuelle ses observations sur le rapport, ainsi que sur les comptes de l'exercice et les conventions et marchés passés au cours de l'exercice. Le contrôleur ne peut s'immiscer dans la gestion; il fait un rapport à l'assemblée annuelle, ainsi que chaque fois qu'une assemblée générale est réunie; il peut convoquer une assemblée sur l'ordre du jour qu'il fixe. Le contrôleur peut avoir droit à une indemnité dont le montant sera fixé annuellement par l'assemblée.

Le premier contrôleur de gestion, désigné pour une durée de trois ans, est

Mme le Professeur TESTELLIN Sylvie

Profession : Professeur des Universités – Praticien Hospitalier

Demeurant : 1, rue Adrien WAQUET – 80540 BOVELLES

qui intervient aux présentes et déclare accepter la mission qui lui est confiée.

ARTICLE 21) CONTROLE DES COMPTES. NOMINATION

Le contrôle des comptes est assuré par un contrôleur nommé pour six exercices par l'assemblée générale ordinaire des membres.

Lorsque le groupement émet des obligations et dans les groupements qui comptent cent salariés ou plus à la clôture d'un exercice, le contrôle des comptes doit être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste visée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et nommés pour une durée de six exercices.

Est nommé en qualité de premier contrôleur des comptes,

Mme CHEVANCE Cécile, Patricia, Christine,

Profession : directeur d'hôpital,

Demeurant : 21 rue de l'Amiral Courbet – appartement 8 - 80000 Amiens

L.D. *M*

qui intervenant aux présentes, déclare accepter ces fonctions qui prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes du sixième exercice. Au cours de la vie du groupement, le contrôleur des comptes est nommé.

ARTICLE 22) CONTROLE DES COMPTES. ATTRIBUTIONS

Le ou les contrôleurs des comptes ont pouvoir pour effectuer à tout moment toutes vérifications et tous contrôles des pièces et documents comptables. A l'exclusion de toute immixtion dans la gestion du groupement, ils vérifient si les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE. Ils doivent, en outre, vérifier la sincérité des informations données par l'administrateur dans son rapport ainsi que leur concordance avec les comptes annuels. Ils font un rapport dont ils donnent connaissance aux membres lors de l'assemblée annuelle. En outre, ils présentent un rapport sur les conventions conclues entre les administrateurs et le groupement.

ARTICLE 23) REMUNERATION

Le ou les contrôleurs des comptes ont droit à des honoraires qui seront fixés conformément au tarif en vigueur pour les commissaires des sociétés commerciales.

TITRE VI - COMPTES. RÉPARTITIONS

ARTICLE 24) DUREE DE L'EXERCICE

L'exercice commence le 1^{er} Janvier pour finir le 31 Décembre. Toutefois, le premier exercice comprendra également le temps à courir depuis l'immatriculation du groupement jusqu'au 31 Décembre de l'année d'immatriculation.

ARTICLE 25) ÉTABLISSEMENT DES COMPTES

Le Président du Conseil d'Administration fait établir sous sa responsabilité en fin de chaque exercice un inventaire et les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe); il soumet son rapport à l'assemblée ordinaire qui sera réunie dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

ARTICLE 26) REPARTITION DES EXCEDENTS ET DES PERTES

Les résultats positifs d'un exercice seront affectés à l'apurement des déficits antérieurs ou à des postes de réserves disponibles. Les résultats négatifs, s'il en survient, sont reportés à nouveau. En aucun cas, les résultats ne peuvent donner lieu à une distribution au profit des membres.

4.3 - 

TITRE VII - DISSOLUTION. LIQUIDATION

ARTICLE 27) DISSOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut à tout moment décider la dissolution anticipée du groupement. Le groupement sera dissous par l'arrivée du terme, par la réalisation ou l'extinction de son objet, ou par décision judiciaire pour de justes motifs. Le décès d'une personne physique ou la dissolution d'une personne morale, membre ou administrateur du groupement, n'entraîneront pas sa dissolution.

ARTICLE 28) LIQUIDATION

Le groupement est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. La dénomination sociale doit être suivie de la mention " Groupement en liquidation ". Cette mention ainsi que le nom du liquidateur doivent figurer sur tous les actes et documents émanant du groupement et destinés aux tiers. La personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

En cas de dissolution du groupement, pour quelque cause que ce soit, le Président du Conseil d'Administration en fonction procède aux opérations de liquidation, à moins que l'Assemblée Générale Extraordinaire ne lui préfère un ou plusieurs autres liquidateurs qu'elle désigne. Pendant les opérations de liquidation, le contrôleur de la gestion et le contrôleur des comptes restent en fonctions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire conserve ses attributions; notamment, elle a pouvoir de nommer et de révoquer les liquidateurs, les contrôleurs de la gestion et des comptes; elle est convoquée soit par le liquidateur, soit par le contrôleur de la gestion.

ARTICLE 29) MODALITES DE LIQUIDATION

La liquidation est faite par un liquidateur nommé par les membres délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives extraordinaires. Le Président du Conseil d'Administration doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective extraordinaire des membres.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs, les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément. Toutefois, sauf consentement unanime des membres, la cession de tout ou partie de l'actif du groupement en liquidation, à une personne ayant eu dans celui-ci la qualité de membre, d'administrateur, de contrôleur de gestion ou de contrôleur des comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal de commerce, le ou les liquidateurs et le contrôleur des comptes dûment entendus. En outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendants ou descendants est interdite.

La cession globale de l'actif, ou l'apport de l'actif à une autre société, association ou groupement, notamment par voie de fusion, requiert une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Pendant la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les membres chaque année en assemblée extraordinaire pour leur rendre compte de leurs opérations; ils consultent en outre les membres chaque

d.d. m

fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y en a nécessité. Les décisions sont prises à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé tout d'abord à rembourser le montant des avances et des apports si ce remboursement n'a pas encore été opéré. Le surplus sera attribué à un ou plusieurs organismes sans but lucratif, étant entendu qu'en aucun cas les membres ne pourront être désignés attributaires de ce surplus.

Toutefois, les membres peuvent, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social. En fin de liquidation, les membres dûment convoqués par le ou les liquidateurs statuent à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires, sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout membre, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

TITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30) DEPOT DE FONDS

Un membre peut, du consentement du Conseil d'Administration, verser dans la caisse du groupement les fonds dont celui-ci a besoin. Les conditions d'intérêt et de retrait des fonds sont réglées par accord entre le prêteur et le Président, et approuvées par le conseil d'administration.

ARTICLE 31) CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée du Groupement ou de sa liquidation soit entre les membres, l'Administration et le groupement, soit entre les membres eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège social. A cet effet, en cas de contestation, tout membre est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Amiens.

ARTICLE 32) ENGAGEMENTS DES FONDATEURS POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT

Un état des engagements éventuellement accomplis pour le compte du groupement en formation par les membres fondateurs est énuméré dans l'état ci-annexé. Cet état a été communiqué aux autres membres.

h.s. *MP*

Il est donné mandat à M. Thierry VELEINE, administrateur désigné, pour passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire pour le compte du groupement, jusqu'à ce qu'il soit immatriculé au registre du commerce et des sociétés. Conformément aux articles L. 210-6 et R. 210-6, alinéa 3 du Code de commerce, l'immatriculation du groupement au RCS d'Amiens emportera reprise de ces engagements par le groupement.

ARTICLE 33) REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur, établi par l'Assemblée Générale Extraordinaire pourra être établi afin de préciser les conditions d'application du présent contrat, sans pouvoir toutefois aller à l'encontre de ses dispositions. Le règlement pourra être modifié dans les mêmes conditions. Les membres, par le seul fait de leur adhésion au groupement, s'obligent à en respecter toutes les clauses et conditions. En cas de cession, le cédant devra en remettre un exemplaire à jour au cessionnaire.

Centre Hospitalier Universitaire
D'Amiens Picardie



Mme Danielle PORTAL
Directrice Générale

Association Loi 1901
« Institut Faire Faces »

Pr. Bernard DEVAUCHELLE
Président